

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-quatre le seize octobre à dix-neuf heures et dix minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 10 octobre 2024

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoints), Yves DURET pouvoir à Bernard TRILLAT, Georges GRANGE, Régine COMBE, Noël CASTE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Martine RIZZON, Nathalie FAVRE, Aurélie BLAUD, Fabrice DANNA (départ au moment de la rubrique « divers » -départ 20h46) (conseillers municipaux) :

Absent : Pierre GOLDIN

Excusés : Yves DURET pouvoir à Bernard TRILLAT,

Secrétaire de séance : Edith ROUX

2024-078D-RH : Création d'un emploi permanent de catégorie C (article L.332-8 5° du code générale de la fonction publique (délibération)

Chantal PEGOUD, Adjointe au Maire, informe l'assemblée délibérante qu'un agent technique polyvalent intervenant sur le service périscolaire, la cantine, l'entretien et accompagnant les enfants au transport scolaire pour une quotité horaire de 29,73 centièmes d'heures annualisées a fait valoir ses droits à la retraite au 31/12/2024. Il conviendra de ce fait, de procéder à la vacance du poste, (procédure obligatoire pendant 2 mois avant recrutement) qui pourra se faire dès que la création sera actée.

Le Maire propose à l'assemblée délibérante :

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n°2017-16 du 15 mars 2017,

Considérant la nécessité de créer un emploi permanent compte tenu du départ en retraite de cet agent. En conséquence, la 1^{ère} Adjointe propose la création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique à temps non complet 29,44h/35^{ème} pour exercer les fonctions d'Agent Technique polyvalent périscolaire et entretien à compter 1^{er} janvier 2025.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique, au grade d'Adjoint Technique.

Les fonctions pourront aussi éventuellement être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L. 332-8 5° du Code général de la fonction publique. Le contractuel sera alors recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 1 an. (exposer les motifs du recours à l'article L. 332-8 5°).

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse (nouvelle procédure de recrutement). La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'Agent devra justifier d'une expérience similaire

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement (ou au maximum sur l'indice majoré 387)

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Enfin le régime instauré par la délibération n°2017-16 du 15 mars 2017 n'est pas applicable.

Entendu l'exposé de Chantal PEGOUD, le Conseil, à l'unanimité :

DECIDE

- d'adopter la proposition De Madame La 1^{ère} Adjointe
- de modifier le tableau des emplois
- d'inscrire au budget les crédits correspondants
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 17 octobre 2024

Le Maire, **Céline REVOL**